

Elections municipales : que retenir

À l'initiative de *Ouest-France*, *Liberté-Le Bonhomme Libre* et *Radio Cristal*, les sept candidats déclarés pour les municipales à Caen passaient mardi leur premier grand oral devant 200 personnes.

Municipales 2020

L'écologie : une place centrale

C'est le thème phare du moment. Et forcément celui de la campagne. En 2020, à Caen comme ailleurs, tous les candidats s'en réclament. Le maire de Caen Joël Bruneau (LR) par exemple, qui s'est défendu d'avoir « planté 4 000 arbres quand l'équipe précédente n'en avait planté que 2 000 ». Globalement, tous les candidats sont d'accord pour en faire une priorité.

Là où naissent les clivages, c'est sur la question des transports en commun. À gauche, tout le monde est pour, sauf les Verts dans l'immédiat. Interpellé par Philippe Velten (LFI) sur la question, Rudy L'Orphelin (EELV) a répondu : « Nous poserons le débat, mais financièrement c'est compliqué. La priorité, c'est comment diminuer la voiture. » Gilles Deterville a saisi la balle au bond pour piquer le maire sortant : « Vous me faites penser aux anciens qui disaient avant 1936 : ce n'est pas possible. » Pour Isabelle Gilbert (RN) : « La gratuité n'existe pas. On la paye d'une façon ou d'une autre ». La solution selon Pierre Casevitz (LO) : « C'est aux entreprises de payer les transports. Comme les maires qui ont pris des arrêtés contre les pesticides, moi élu, je prendrais ce type de mesure. »

Le projet République, cible de toutes les critiques

C'est Philippe Velten (LFI) qui a lancé les hostilités en estimant que « c'est joli, c'est moderne mais l'argent mériterait d'être mieux dépensé ». Le maire Joël Bruneau (LR) lui a rétorqué que c'était un signal « d'attractivité » afin de donner à Caen « une place majeure » dans la région. « Est-ce sérieux de construire un centre commercial, a faussement interrogé Rudy L'Orphelin (EELV). Nous, on veut végétaliser la ville. »



Mardi, les sept têtes de listes candidats aux élections municipales à Caen ont participé à un débat, en public, dans la salle du réfectoire de l'hôtel de ville. Il était organisé par le groupe Sipa Ouest-France (Radio Cristal, Ouest-France et Liberté-Le Bonhomme libre).

PHOTO : DAVID ADEMAS / OUEST-FRANCE

Le référendum local : une idée majoritaire

Dans la foulée des Gilets jaunes, le fameux RIC, comme Référendum d'initiative citoyenne, est une mesure de plus en plus partagée. Plus de la moitié des candidats l'ont posée sur la table au rang des priorités : Gilles Deterville (PS) veut ainsi « rendre la parole aux Caennais sur le projet République », Isabelle Gilbert (RN) dit « exactement pareil », Aurélien Guidi (Caen en commun) compte « consulter les citoyens sur leurs besoins », et Philippe Velten (LFI) réclame purement et simplement « un référendum d'initiative citoyen(e) ».

Comment se sont comportés les candidats ?

Le débat a mis un peu de temps à se lancer. Il est resté cordial, ce qui ne l'a pas empêché d'être parfois incisif. Vieux routier de la politique, Gilles Deterville (PS) s'est montré à l'aise, notamment sur le volet social, et s'est distingué au rayon « punchlines ». Exemples : « Sur les prix (de l'immobilier), Caen a perdu la boule ! », « Les dealers sont dans les quartiers populaires, les consommateurs dans les beaux quartiers ». Rudy L'Orphelin s'est posé en visionnaire. Son programme est maîtrisé, étayé, mais un peu technocratique.

Cible des critiques, le maire Joël Bruneau (LR) s'est souvent retrouvé sur la défensive. Du coup, il a plus répliqué qu'annoncé. « Vous êtes la seule femme et moi la seule cible » a-t-il d'ailleurs adressé à Isabelle Gil-

bert (RN). Aurélien Guidi (Caen en commun) n'a fait aucun cadeau à cette dernière, en lui rappelant notamment qu'elle ne vivait à Caen « que depuis deux ans ». À l'aise et concis, on sent qu'il aime le débat d'idées.

Philippe Velten (LFI) l'a dit d'entrée : il n'est pas habitué à ce genre de grand oral. Mordant, quitte à faire du hors sujet sur les retraites, mais un peu bleu. Idem pour Isabelle Gilbert (RN), parfois prise de court, voire confuse, et souvent retranchée dans un discours national. Quant à Pierre Casevitz (LO), il a fait du Pierre Casevitz en plaçant sciemment le débat et sa « défense des opprimés » sur le terrain des « macro questions ».

Raphaël FRESNAIS.